L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

JEUDI MATIN, 30 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		[illegible]
Primes d'incendie	$100,620 00	
Primes de mer	67,622 31	
Primes de rivières	14,783 15	
		283,070 46
Moins primes remboursées	4,867 07	
Montant en réserve pour risques non expirés	30,000 42	35,100 32
Montant net des primes		248,707 17
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	83,000 15	
Pertes sur mer	39,000 45	
Pertes sur rivières	4,737 90	
	78,000 30	
Ré-assurances	11,504 94	
Dépenses, intérêt	23,002 07	
Taxes et souscriptions	10,300 07	
20 et 15 p.c d'escompte	33,400 45	
Réservé pour pertes non réglées	10,000 00	179,001 30
Bénéfice net		30,000 35
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets pour actions	216,000 00	
Effets	3,000 00	
4, par compte individuels	39,000 77	
Prêts sur garanties, sur demande	84,000 00	
Prêts sur hypothèques	24,000 00	
Garanties de la ville	5,000 00	
Garanties des Etats-Unis	12,107 41	
En caisse	44,161 00	396,000 97

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé :) D. MICHEL, Président.
H. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, par-devant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé :) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de 6 p% par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
H. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Hebner,	C. T. Forster,
F. A. Lelling,	H. Zuberbier,
Theo. Scherr,	G. H. Karstendiek,
Geo. Merz,	Louis Schwarz,
Chas. Bendix,	G. L. L. Mayer,
L. F. Berje,	H. Stieren,
D. Michel,	P. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Blaffer,
Chas. Loeffler,	X. Weissenbach,
Julius Hoerner,	A. Martin,
F. Prch,	J. J. Wechselberg,
F. M. Ziegler,	J. F. Kranz.

12 avril—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$546,520 42
Savoir :		
Primes d'incendie	$256,272 37	
Primes de mer	126,150 78	
Primes de rivières	166,097 15	
		$546,520 42
En moins :		
Primes remboursées	$ 5,968 75	
Primes non expirées	60,745 00	$ 66,004 75
Montant net des primes		$480,515 67
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	$ 62,097 36	
Pertes sur mer	154,672 70	
Pertes sur les rivières	34,592 00	
	$342,062 14	
Escomptes en lieu de scrip	34,000 00	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 35	
Dépenses, loyer, etc., compte d'escompte	32,310 00	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	37,777 00	
		$481,210 70
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après avoir fait les déductions, être équivalent à un capital comptant de $620,000, savoir :

Placé en propriétés foncières	$65,000 11
Hypothèques sur propriétés foncières	79,010 30
Placé en bons de la ville et autres bons	62,220 00
Placé en actions de banques et autres actions	123,565 00
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	125,302 00
Prêts garantis	15,360 00
Billets à recevoir	45,000 00
Primes en voie de perception	97,282 71
Encaisse	111,513 40
	$737,000 1

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés par-devant moi, ce 23 mars 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Six pour cent d'intérêt sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, sur tout le scrip non encore payé.

CHAS. BRIGGS, Président.
ANT. CARRIERE, Vice-Président.

—Directeurs—

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carrière,	A. Lescourt,
Geo. A. Fredick,	Frank Williams,
B. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Walton,
George W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	S. Piegue,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Wetshear,	Rudolph Sieg,
H. Given.	

24 mars—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nouvelle-Orléans, 20 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nouvelle-Orléans, pour l'année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :		
Sur les risques d'incendie	$166,471 00	
Sur les risques de mer	65,930 94	
Sur les risques de rivières	85,402 34	
	$317,904 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,995 00	$384,699 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,896 04	63,014 04
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,675 67
Pertes payées dans la même période :		
Sur les risques d'incendie	$32,851 12	
Sur les risques de mer	30,641 70	
Sur les risques de rivières	[illegible]	
		$106,715 88
Plus, réassurances	2,301 75	
Escompte de primes	48,437 67	
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins		50,974 62
Réserve pour paiement d'intérêt sur certificats en 1868 y compris les balances		71,610 31
		36,213 19
		$284,513 84
Bénéfice net		$ 37,161 83
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à 80 c.		$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et Nord, à 70 c.		36,300 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c.		71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c.		17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c.		2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c.		3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.		4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc.		163,455 00
Prêts sur garantie		25,900 00
Prêts sur hypothèque		39,900 00
Effets à recevoir		11,300 00
Primes dues et en voie de la perception		47,195 05
Scrips d'autres Compagnies d'assurances		12,400 00
Monnaie n'ayant pas cours		4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés		15,300 00
En caisse		34,974 41
		$757,762 81

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés par devant moi, ce 23 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS :

Jno. G. Gaines,	R. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
R. Sisson,	J. B. Bres,
J. C. Sarell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James.	26 janv—1a

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868 :		
Primes d'incendie	$62,828 44	
Primes de rivières	72,402 30	
Primes de mer	26,086 00	
		$161,882 74
Pertes payées :		
Pertes par incendie	$13,650 30	
Pertes sur les rivières	34,744 36	
Pertes sur mer	24,272 70	
	$122,277 45	
Escomptes sur primes	39,000 37	
Taxes	4,793 41	
Réassurances	3,882 36	
Primes remboursées	413 00	
Dépenses, profits et pertes, etc., intérêts en moins	29,039 02	$197,189 31
		$ 35,326 30
Actif en caisse	$62,394 11	
Billets escomptés	3,000 00	
Mobilier	3,070 30	
Primes dues	24,000	
Billets pour actions	254,000 00	
		$322,979 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. S. BUCKNER, président.
SWEET, secrétaire.

Assermenté et signé, par-devant moi, ce 23 avril 1868.
PARIS CHILDRESS,
Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TREVISE, PARIS.

OPPRESSIONS Toux, Rhumes ASTHMES NEVRALGIES Catarrhes.

La fumée étant ASPIRÉE, pénètre dans la poitrine, calme le Système nerveux, facilite l'expectoration et favorise les fonctions Respiratoires.—Toutes les pharmacies. 2 fr. la Boîte. PARIS, J. ESPIC, 6, rue d'Amsterdam.

Exiger cette Griffe ci-contre sur chaque Cigarette.

Chez M. DUCONGE, droguiste, et M. MAUNSELL & Co, No 21 rue de Chartres.

ROB BOYVEAU LAFFECTEUR

SEUL AUTORISÉ EN FRANCE, BELGIQUE, RUSSIE ET AUTRICHE.

La liste des dépositaires est considérable ; mais dans cette nomenclature, le Rob Boyveau-Laffecteur, garanti véritable par la signature du Dr. Giraudeau de St Gervais, a toujours occupé le premier rang tant à cause de son efficacité constatée depuis plus de trois quarts de siècle, que par sa composition exclusivement végétale. Il guérit radicalement, sans mercure, les AFFECTIONS de la PEAU, les DARTRES, les SCROFULES, les ACCIDENTS provenant de COUCHES, de l'âge critique et de l'âcreté des humeurs. Ce Rob est surtout recommandé contre les maladies contagieuses récentes, invétérées ou rebelles au copahu, au mercure et à l'iodure de potassium.

Dépôt général, 12, rue Richer, à Paris.—A la Nlle-Orléans, chez MM. MAUNSELL BOGEL droguistes.

Prix : 2 fr. Prix : 2fr.

PAPIER ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE DE ROYER PHARMACIEN

Remède infaillible pour la guérison des Rhumatismes, Douleurs nerveuses, Lombago, Goutte, Névralgie, Paralysie, etc. Rhumes, Bronchites, Grippes, Palpitation du cœur, Crampes d'estomac, etc.

POMMADE ROYER CONTRE LES HEMORRHOIDES

Les Fissures de l'Anus et les Gerçures du Sein. Prix : 3 fr. 50 le flacon.

POUDRE DIGESTIVE de ROYER PEPSINE ET S-CARBONATE DE BISMUTH.

Pour guérir promptement les

Douleurs d'estomac,	Coliques venteuses,
Dispepsie, Aigreurs,	Entérites chroniques,
Vapeurs voumissements,	Paresse de l'estomac,
Diarrhées, Fièvres,	Chaleurs, Pituites, &c.
Digestions difficiles,	Prix du flacon 3 fr.

CRÉOSOTE CHLOROFORMÉE

Remède infaillible contre les MAUX DE DENTS

Enlève à l'instant la douleur la plus vive, préserve et guérit pour toujours la carie. Prix : 2 francs le flacon.

——Dépôt général chez M. ROYER, pharmacien, rue St-Martin, 225, à Paris.——A New-York, chez J. Milhau et Cie.: Broadway ; Nile-Orléans, MM. Maunsel et Bogel, droguistes, rue de Chartres ; Havane, Serra et Cie., Fernandez et Cie.; L. Reverend, J. Royes ; à Matanzas, Genouillac ; à Santiago, Julio Trenard.

DRAGÉES GÉLIS & CONTÉ

APPROUVÉES PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS.

Il résulte de deux rapports adoptés par la dite Académie en 1846 et en juillet 1858, que les Dragées de Gélis et Conté sont le meilleur et le plus efficace des ferrugineux pour la guérison de la Chlorose (ou Pâles couleurs), des Pertes blanches, de la Débilité de tempérament chez les deux sexes et pour faciliter la Menstruation chez les jeunes filles.

Dépôt : Pharmacie Labélonye et Cie., No 99, rue d'Aboukir, Paris.

A la Nouvelle-Orléans, chez M. Ducongé, droguiste, MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres, MM. Louis Castel et Schwab, pharmaciens ; à New-York, chez M. Fougera et M. J. Milhau, Broadway ; à Mexico, chez M. Van Den Wyngaert et M. Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

AUX MALADES

Trouver le moyen de purger pendant plusieurs jours pendant plusieurs semaines et même, au besoin pendant plusieurs mois, sans affaiblir les malades et sans troubler les fonctions digestives, tel est le problème posé et résolu par le docteur DEHAUT.

A l'opposé des autres purgatifs, les PILULES DEHAUT n'opèrent bien que si elles sont prises et digérées avec de bons aliments et des boissons fortifiantes (thé, café, vin, bonne bière, bon bouillon). Pour se purger avec ces pilules, chacun choisit l'heure et le repas qui lui convient le mieux, selon sa force, son appétit et ses occupations. La fatigue de la purgation étant compensée entièrement par la bonne nourriture on se décide aisément à recommencer aussi souvent qu'il le faut pour rétablir la santé.

On voit tout de suite que la purgation employée ainsi devient un moyen de guérison d'une puissance inconnue contre un grand nombre de maladies dans lesquelles des médecines rares et intelerrompues demeurent sans efficacité.

Le système du docteur DEHAUT est exposé avec la plus grande clarté et d'une manière très détaillée dans son MANUEL DE MÉDECINE, D'HYGIÈNE ET DE PHARMACIE DOMESTIQUES, volume in-8o de 360 pages (en français). Cet ouvrage est écrit SPÉCIALEMENT pour les gens du monde et les personnes les moins instruites. Chacun saisit sans peine ses explications données sur la manière dont les maladies se produisent et sur l'emploi de la purgation dans tous les cas où elle convient. Il contient aussi les recettes des médicaments non PURGATIFS dont l'auteur fait avec succès un usage habituel. Ce livre précieux qui devrait être dans les mains de tous ceux qui connaissent le prix de la santé, se trouve chez les libraires, au prix de 1 fr. 25 c.; mais les dépositaires des PILLULES DEHAUT sont autorisés à en remettre GRATUITEMENT un exemplaire à toute personne faisant usage de ce remède.

TACHES DE ROUSSEUR

HALE, COUPEROSE, BOUTONS ET PEAUX AU VISAGE, se guérissent en peu de jours et sans brûler la peau PAR

L'EXTRAIT DE FLEURS DE LYS DE BAYLE.

Ce précieux cosmétique, recommandé par toutes nos sommités médicales, fait disparaître les rides, rend aux teints les plus fatigués la fraîcheur, l'éclat de la première jeunesse ; et dispense de l'emploi du fard si souvent dangereux.—Flacon à Paris 5 fr.

PHARMACIE HAUDUC 64, Rue Basse-du-Rempart, Paris.

NOTA.—Lire le rapport adressé à l'Académie des Sciences et à l'Académie Impériale de Médecine concernant cette plus d'un million de cures authentiques avec les noms et adresse.—Chez M. Ducongé.

DRAGEES D'ERGOTINE DE BONJEAN.

Médaille d'or de la Société de Pharmacie de Paris.

Elles sont employées avec le plus grand succès par les plus célèbres médecins européens contre les Hémorrhagies de toute nature, les Crachements de sang, les Dyssenteries et Diarrhées chroniques,—qu'elles guérissent en peu de jours ; — contre les Engorgements et les pertes chez les femmes. Leur action énergique sur la circulation en fait un des meilleurs moyens pour combattre les Maladies de poitrine.

Dépôt : Pharmacie Labélonye et Cie, No 99, rue d'Aboukir, Paris.

A la NELLE ORLÉANS, chez M. DUCONGÉ, droguiste ; MM. MAUNSELL et BOGEL, droguistes, rue de Chartres ; LOUIS CASTEL et SCHWAB, pharmaciens ; à NEW-YORK, chez M. FOUGERA et M. J. MILHAU, Broadway ; à MEXICO, chez M. VAN DEN WYNGAERT et M. MARIA DA, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

CAPSULES RAQUIN.

Copahu pur. DE PARIS. Après avoir traité 100 malades et obtenu 100 guérisons, l'Académie de Médecine a déclaré qu'elles étaient supérieures à toutes les autres préparations.—Pour éviter les contrefaçons, exiger le nom de l'inventeur RAQUIN sur chaque flacon, qui est enveloppé dans le rapport de l'Académie, écrit en 5 langues. Dans les principales pharmacies de l'Amérique, on se trouvent aussi les vésicatoires et le PAPIER D'ALBESPEYRES.—Entrepôt, chez M. FOUGERA, à New York ; M. DUCONGÉ, à la Nouvelle-Orléans.

DRAGÉES DE CUBEBINE AU COPAHU DE LABELONYE

Ces Dragées, qui ont pour base le principe actif du *Poivre de cubèbe* uni au *Copahu* pur, ne fatiguent pas l'estomac. Elles arrêtent promptement les *Ecoulements blennorrhagiques* les plus rebelles, même ceux qui ont résisté au Cubèbe et au Copahu pris isolément.

Dépôt: Pharmacie Labélonye et Cie, No 99, rue d'Aboukir, Paris.

A la NOUVELLE-ORLÉANS, chez M. DUCONGÉ, droguiste, rue de Chartres ; MM. MAUNSELL et BOGEL, droguistes, rue de Chartres ; LOUIS CASTEL et SCHWAB, pharmaciens ; à New-York, chez M. FOUGERA et M. J. MILHAU, Broadway ; à MEXICO, chez M. VAN DEN WYNGAERT et MARIA DA, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

SIROP DE DIGITALE de LABELONYE

PHARMACIEN DE PREMIÈRE CLASSE À PARIS.

Employé avec un succès constant depuis 30 ans, par les Médecins de tous les pays, contre les Maladies organiques ou non organiques du Cœur, les diverses Hydropisies et la plupart des Affections de Poitrine et des Bronches (Pneumonies, Catarrhes pulmonaires Asthmes, Bronchites nerveuses, Coqueluches, etc.)

Dépôt : Pharmacie Labélonye et Cie, No 99, rue d'Aboukir, Paris.

A la Nouvelle Orléans, chez M. Ducongé droguiste ; MM. Maunsell et Bogel, droguistes, rue de Chartres ; Louis Castel et Schwab, pharmaciens ; à New York, chez M. Fougera et M. J. Milhau, Broadway ; à Mexico chez M. Van Den Wyngardt et M. Maria Da, droguistes, et dans toutes les pharmacies.

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane. Paroisse d'Orléans — Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'an de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-deuxième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et la susdite paroisse y demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentées les personnes dont les noms et capacités sont ci-après indiqués, lesquelles personnes ont déclaré qu'eux ou ceux qu'ils représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et située dans cette ville et cette paroisse — pour le nombre d'actions de cinquante piastres chacune, à eux de ladite banque, figurant en regard de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, au rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1853, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société, ou adoptant, à l'unanimité, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février mil huit cent soixante-six, une résolution dont copie est ci-annexée et qui est conçue comme suit : "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que l'état des affaires de l'institution soit publié dans le Times, le *Crescent* et l'*Abeille* ; que les actionnaires soient requis de se présenter au local de la banque le samedi, septième jour de mars prochain, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, pour voter sur la question de savoir s'il conviendrait de réduire de nouveau le capital de la banque, actuellement d'un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) de va leur réelle."

Que la dite résolution fût soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi ; qu'à la dite assemblée générale ces, les dits apparents, représentant et possédant treize mille quatre cent vingt-deux actions (plus des deux tiers du total qui est de vingt mille actions) de la dite banque, votèrent et approuvèrent la dite résolution, consentirent à la réduction du capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans à six cent mille piastres autorisèrent la Direction à prendre et lui recommandèrent de prendre les mesures nécessaires pour mettre la dite résolution à exécution, la faire enregistrer et publier conformément à la loi et pour substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou pourraient plus tard devenir leurs associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par ou divisées en vingt mille actions de trente piastres. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés et amendés conformément à ce qui précède.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, deviennent actionnaires de la dite banque se conserveront pour le nombre d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr, et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
P Schuler	63	F E Bernard	100
Delvaille & Joubert	295	U Marinoni	85
A DeBen	30	Warren, Crawford & Co.	20
C Chavanne	50	G F Porter	16
J V Aiken	149	E O Porter	17
Chas. De Ruyter	160	J M Pinniger	62
H C Millaudon	150	E P Jewett	60
H C Millaudon, agent	150	F Camors	45
Edgar Pitot	80	P Gapi	40
E S Mansion	700	P Gapi & Co	120
E F Mioton	300	D Lasoie	799
L Bonord	300	A Camors	15
E Senat	54	T S Dugan	133
A Fouquet	35	E Forestier	100
Francis J Ruty	122	J C Denis	50
E Dorney	14	E Gomboa	100
S Pablo	200	Murry & Co	100
F F Lavillebeuvre	53	A Miltenberger & Co	50
Thos. Langridge	100	L D C Wood	95
Ant. Lanata	100	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co.	500	J L Storry	352
F E O'Brien	100	A F James	50
Morrell, Gayle & Co	450	Alfred Kearney	80
S M Morrell	6	Vose Bros	60
J W Burbridge	51	W C Black	35
Mrs. V W Burbridge	150	W A Violett	67
The Jenny & Co	130	W A Violett & Co	170
C H Hyams	70	J Barber	20
L B Pohler	30	J G Payne	200
Fernall & de Lessus	275	C Seguin	50
G Cavaroc	110	Amelle Lay	424
Irma Cavaroc	2	W N Mercer	424
C Cavaroc, Jr	1	P Schmidt	50
C Longbrou	18	P Crabtree	50
L Guyol	56	E Marith	30
Puig Bros	200	Mrs. A Bourdette	50
E Cramer	181	Mrs. Paul Juge, fils	153
F Dupré	100	Aug. Bohn	100
W G Robinson	100	Wm Rogel	50
John Pemberton	50	Chs. Lang	30
Louisiana M. Ins. Co	295	Leeds & Co	100
Reynes & Doize	150	Simeon & Loeb	125
E M Benachi	28	Castillo & Harispo	3
M Ostroby	66	R J Hart & Co	60
Ralli & Co	12	Aiken & Rainey	30
Negroponte & Agelasto	10	H M Bernard	20
Potsesl & Co	48	Chs. Dunts	35
J J Miche & Co	118	E Giquel	61
Cie d'Assur. Mut. du Crescent	512	Giquel & Jamison	40

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr. Notaire public.

Pour copie conforme. G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nile Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre S No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr.
Député du Préposé à l'enregistrement.
Nlle-Orléans, 18 avril 1868.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867 :		
Sur les risques d'incendie	$[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de rivières	[illegible]	
Total des primes		$611,386 42
En moins, Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,000 00	
Primes remboursées	4,354 41	119,697 42
Montant net des primes		$291,688 00
Pertes : Sur les risques d'incendie	$50,702 02	
Sur les risques de mer	64,000 12	
Sur les risques de rivières	[illegible]	
	$146,420 22	
Ré-assurances	11,000 00	
Dépenses, moins le compte d'intérêts	18,130 00	
Intérêts sur scrips	28,364 00	
		$194,690 94
Bénéfices		$97,440 16
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets à recevoir pour primes	$4,704 81	
Billets garantis et billets hypothécaires	226,397 00	
Dû pour primes en voie de perception	80,338 1	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	183,843 44	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances	90,120 00	
En caisse	28,777 32	
	362,000 04	
Moins : Dépréciation des susdits	92,256 30	
Montant net		$369,[illegible]
Moins : Intérêts de scrips, non réclamés	7,000 70	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	28,300 00	$4,377 70
		$363,004 50

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés pardevant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer, à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rocheron,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Bisschard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.
1 janv—1m—cl—1amt

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, se sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signées ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être ou est, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles ; le reste sera payé à l'époque et en tels montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne sera pas fait plus souvent qu'il ne faut dans les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer ses paiements ponctuellement à échéance, il pourra être ajouté à la somme due un intérêt de huit pour cent l'an, de l'échéance à parfait paiement ; et si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements dans les trente jours qui suivront l'époque fixée pour le paiement, les Directeurs se réserveront le droit de vendre, à l'encan public, sans autre formalité, quinze jours d'avis des actions souscriptions pour l'action ou les actions sur lesquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation aura, au moyen des présentes, toutes les obligations de F. Mouney et Co, principaux, et Geo. W. Hynson, G. J. Macarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, caution dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 8 juillet 1867 et par acte passé pardevant Henry C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les tableaux ci-joints et de la manière indiquée dans l'espace de temps prescrit par le contrat fait à cet effet, et de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau que composera d'un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés ; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis, donné au Conseil des actionnaires de la Direction et dans un journal de la Nouvelle-Orléans ; il devra être dûment autorisé, et on donnera avis du recensement de ces actions, chacun des actionnaires actuels aura le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant qu'il détient alors dans le capital, et les actions non prises par les actionnaires pourront être vendues par les Directeurs au profit de la corporation.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devront posséder, en leur nom, au moins deux mille cinq cents ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, G. J. Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Felix Labatut, composeront et sont, par les présentes, déclarés former le premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (un seulement un vote par chaque action sur lequel le vote est donné) suffira à élire les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection, devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. Ce Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et c'est à lui que devront être remises toutes les assignations et autres documents légaux. Il sera du devoir du Président de présider toutes les réunions de la Direction ; et en cas de son absence ou s'il était incapable de remplir ses devoirs, les Directeurs devront élire l'un d'eux-mêmes Président pro tem. et ce Président devra exercer tous les pouvoirs du Président. Toutes les élections devront avoir lieu au scrutin, sous la surveillance de deux inspecteurs nommés par les Directeurs au moins deux jours avant les élections quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera une note valide du corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre, et ils pourront, par les présentes, autorisés à acheter et à vendre les propriétés foncières, et autres propriétés dont la Compagnie pourrait avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer une personne, pourvu que ce dernier soit, en son propre nom, au moins vingt cinq actions de la Compagnie ; pourvu, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront déléguer à des comités formés de membres de la Direction ou à tout autre officiers ou agents, les pouvoirs qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la compagnie ; déléguer des agents dans les limites et hors des limites de l'Etat, aux conditions qu'ils jugeront convenables. Ils auront le pouvoir de faire des règlements et les amender toutes les fois que les intérêts de la Compagnie l'exigeront. Ils auront le pouvoir de remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourraient être déclarées pour cause de mort, démission, manque du nombre d'actions voulu, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions de règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et signés par l'actionnaire ou son avocat. Les Directeurs pourront fermer les dits livres aussitôt que cela sera convenable ou nécessaire, mais pendant dix jours au plus, chaque fois. Si un souscripteur devait transférer son action avant parfait paiement, il devra lui être permis de le faire par un substitut de la souscription de l'acheteur, pourvu que le substitut satisfasse les Directeurs.

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection immédiatement, ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chacune de ses actions, pourvu qu'aucun actionnaire ne votera entre élection des Directeurs, s'il a été possédé un nombre, plus de trois cents actions et ne donnera pas plus de trois cents votes ; pourvu qu'il ait possédé ses actions un mois au moins avant le jour du vote.

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la maison de commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements quelconques de la loi en vertu de laquelle la Société est formée, ou par l'adoption d'une nouvelle loi ou ordonnance quelconque de la Législature ou du Conseil de ville, mais l'acceptation de tout pouvoir de ce genre, devra être approuvée par un vote d'une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après quinze jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la société, la durée de leurs fonctions sera fixée et ils seront revêtus de tous les pouvoirs nécessaires. La période de la liquidation et leur rémunération seront fixées de la même manière. En cas de mort, démission, refus de servir ou d'incapacité d'agir de la part d'un ou plusieurs liquidateurs, une assemblée générale convoquée à cet effet remplira la vacance.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Félix Labatut,	Jacob Newhouser,
Arthur Dejan,	Henry Larquié,
Alfred Rousseau,	E. et A. Soulié,
Victor Fradon,	Henry Peta,
S. H. Schmidt,	Jos. Davis,
B. Séguin,	Pierre Abadie,
Chas. E. Schmidt,	G. de Lesseps,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mouney,	Jos. Hernandez,
B. St-Armant,	A. La St-Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	B. B. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, dit notaire, le jour, le mois et l'année ci-dessus indiqués en premier lieu.

L'original est signé :
G. A. Kemper, Edward Ivy,
F. McC. Swain, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr.
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.
Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.
4 fév—4, 1ga

HILAIRE ZENON vs CHAS. BEAUMONT alias Chas. De Brose.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 21,658—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Geo. W. Avery, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré je procéderai le SAMEDI, quinze d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

DEUX CERTAINS TERRAINS, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Paix, de l'Espérance, de la Nouvelle-Orléans et Grand du Bernard ; désignés par les numéros trois et quatre, dans l'îlet numéro Cent Vingt-deux sur le plan dressé par A. D'Hémecourt, voyer, daté du 28 octobre 1851.

Les dits terrains sont contigus et mesurent, chacun, trente-deux pieds de face à la rue de la Nouvelle-Orléans, sur cent pieds de profondeur, et appartiennent au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Geo. Urquhart, suivant acte au rapport de Théodore Guyol, notaire public en cette ville, en date du 26 décembre 1854.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes, etc.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

15 juillet—15,24,31—août 8 15

RICE, BROS & CO. vs COUTROWINSKI & LEVY.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 21,557—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Geo. W. Avery, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré je procéderai le LUNDI, vingt-quatre août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine portion de terre située dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Jacob, Melpomène, Terpsichore et Howard, désignée par le No 5 sur un certain plan dressé par C. A. Hedin, arpenteur.

La dite portion de terre est formée du terrain désigné par le numéro trois, d'après un certain plan dressé par T. Dunbar, arpenteur, daté du 1er avril 1848, et déposé en l'étude de A. Mazureau, notaire public en cette ville.

Laquelle portion de terre mesure trente-deux pieds de face à la rue Howard, sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, et deux lignes de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

23 juillet—23,31—août 8,16,23

F. A. LAMBERT vs. la succession de F. E. BONFORD.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 30 647—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-deux août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Trois terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Carondelet (autrefois Apollo) St-Charles (autrefois Nayades) Terpsichore et Melpomène, et désignés par les numéros vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre.

Les dits terrains ayant les dimensions suivantes, savoir :

Le No vingt-trois, mesure vingt huit pieds cinq pouces de face à la rue Carondelet, sur cent profondeur et façade à la rue Terpsichore de cent dix pieds.

Le No vingt-quatre mesure vingt-sept pieds quatre pouces de face à la rue Terpsichore, sur cent vingt-sept pieds de profondeur ; et

Le No vingt-deux mesure vingt-huit pieds cinq pouces de face à la rue Carondelet, sur cent dix pieds de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec les bâtisses en briques et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient à la dite succession au moyen de l'acquisition que le défunt en avait faite de Samuel Stewart, suivant acte au rapport de Théodore Guyol, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 11 de juillet 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

22juillet—22 31 ; 8,16,22 aout

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Junr., Admr., vs. H. B. PEGRAM et alias.

(ACTION EN PARTAGE)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 32,354—En vertu d'un jugement rendu le 30 de juin 1868 et signé le 6 juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit d'août 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit :

1o Une certaine portion de terre située dans le 1er District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Erato, Thalie, Nayades et Prytanée, étant la moitié du côté du terrain, désigné par le No Six, d'un terrain désigné par le No Sept d'après un plan déposé en l'étude de Hugh K. Gordon, ci-devant notaire public en cette ville.

La dite portion de terre mesure trente pieds de face à la rue Erato sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure française.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram de William W. Pugh, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 10 mai 1866.

2o Deux certains terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne (ci-devant Bacchus) Carondelet (ci-devant Apollo), Première et Philippe, désignés par les numéros Neuf et Dix dans l'îlet numéro Cent Vingt-quatre d'après un plan dressé par L. Surgi, voyer, daté du 1er mars 1844 et déposé aux archives de Jules Mossy, autrefois notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent, chacun, trente pieds de face à la rue Première, sur cent-vingt-sept pieds de profondeur, entre lignes parallèles ; l'un des dits terrains formant l'angle des rues Première et Baronne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William Braun, suivant acte au rapport de William Shannon, notaire public en cette ville, en date du 11 mars 1866.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif.

7 juillet—16,24—août 1,8

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

37........Carondelet Street........37

NEW ORLEANS

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$412,696 65.

ASSETS

30th April, 1867........$546,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES :

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Bell,
W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Hennington,	Sam'l B. Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Scott,
I. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
A. H. Terry,	E. T. Buckner,
Jos. B. Bisin,	E. H. Wade,

Sam'l Friedlander, [illegible]

Postage to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is affixed, unless the letter be registered, prepayment is optional ; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters		
Aden, west coast, British mail—via England	—	33	4
via France	30	60	—
Aspinwall	—	10	—
Australia, Br. M. via Southampton	—	22	6
do via Marseilles	30	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	—	—	2
French mail (S. Austr'a only)	*30	*60	—
by Brem. or Ham. mail, via Marseilles and Suez	30	100	5
Algeria, French Mail	*15	*30	3
by Brem. & Ham. mail via Trieste	—	35	—
Austria and its States, Pr. closed mail	—	*20	—
do do when prepaid	—	28	3
do by Brem. or Ham. mail	—	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	—	—	*21
Bahamas, by direct steamer from New York	—	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	3
closed mail via England	—	*27	5
open mail via London by Am. pkt.	—	21	3
do do by British pkt	—	5	2
Brazil, via England	—	45	4
via France, in Fr. m. from Bordeaux	*33	*66	—
By American Packet	—	10	2
Bremen, Prussian closed mail	—	*20	6
do do do when prepaid	—	28	—
do Bremen mail	—	*10	3
do Hamburg mail	—	*15	3
do French mail	*21	*42	—
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	—	*10	2
do dist. exceed 3000 miles	—	*15	2
Buenos Ayres, via England	—	45	4
do via France, by French mail from Bordeaux	30	60	—
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	—	45	8
do do Marseilles	—	45	6
Chili	—	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	—	45	6
do via Marseilles	—	53	8
do by Br'n or Ham. m. via Trieste	—	55	—
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	—	55	—
French mail	40	72	—
by mail to San Fran., thence by pr. ship	—	10	3
Costa Rica	—	10	2
Cuba	—	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	—	28	8
by Bremen or Hamburg Mail	—	20	6
French Mail	27	54	—
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	—	28	5
Prussian closed mail, via Trieste	—	65	15
(Eng. posses.) Pr. cl. m. via Trieste	—	38	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's and Suez	60	72	—
by Brem. or Ham. m. via Trieste	30	64	—
French mail	—	34	—
Ecuador	—	34	6
France	*15	*30	3
Frankfort, French mail	*21	*42	—
Prussian closed mail	—	28	6
do do when prepaid	—	*15	3
Brem. or Ham. mail	—	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	—	*30	6
French mail	*21	*42	—
Bremen mail	—	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	—	*15	3
Great Britain and Ireland	—	*24	3
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	—	*10	3
Bremen mail	—	*15	3
Prussian closed mail	—	*20	6
do when prepaid	—	28	—
French mail	*21	*42	—
Hanover, Prussian closed mail	—	*20	—
do when prepaid	—	28	—
by Bremen or Hamburg mail	—	*15	3
French mail	21	42	—
Hayti, via England	—	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	—	53	8
do via Southampton	—	45	6
by French mail	30	60	—
by Bremen or Hamburg mail	—	55	—
Prussian closed mail	30	38	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	—
Italy, via Bremen or Hamburg mail	—	—	—
British mail via Marseilles	30	45	8
Martinique, via England	—	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	—	45	8
do do via Marseilles	—	53	6
do French mail	30	60	—
Mexico	—	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	—	*42	13
do Bremen or Hamburg mail	—	*34	8
do French mail	*33	*66	—
Nassau, N. P., direct steamer from N. Y.	—	3	3
New Granada, (except Aspinwall and Panama)	—	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama	—	10	2
do Gulf Coast of	—	34	6
Panama	—	10	2
Peru	—	22	6
Porto Rico, Brit. mail via Havana	—	18	2
Portugal, Brit. mail via England	—	34	6
Prussia, Prussian closed mail	—	*20	6
when prepaid	—	28	—
by Bremen or Hamburg mail	—	*15	3
French mail	*21	*42	—
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	—	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	—	*29	6
French mail	*27	*54	—
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	—	*36	8
do Hamburg or Bremen Mail	—	20	6
do French mail	*30	*60	—
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	—	—	—
do French mail	*21	*42	—
Bremen or Hamburg mail	—	*20	6
Savoy, District of	—	*15	3
Roman States, Prussian closed m.	—	44	12
Bremen or Hamburg	—	35	6
French mail	*27	*54	—
Singapore, Br. m. via Southampton	—	45	6
do via Marseilles	—	53	8
French mail	—	—	—
Spain, Br. m. by American packet	—	45	6
do by British pkt.	—	21	—
do by French mail	30	60	—
do by Brem. or Ham. mail	30	60	—
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	—	—	—
do via Havana	—	—	—
Switzerland, Pr. cl. m. (if prep. 33c.)	—	—	—
French mail	—	—	—
by Bremen mail	—	—	—
by Hamburg mail	—	—	—
Venezuela, British mail via Southampton	—	—	—
West Indies, British, not British, (except Cuba)	—	—	—

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.

2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.

3. From rents.

4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.

5. From profits realized on sales of real estate purchased since December 31st, 1863.

6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposits in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.

8. From gains and profits of any incorporated company not divided.

9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.

10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.

12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.

13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	46
Buckwheat	50
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	70
" Meal	50
Hair, plastering	8
Lime, unslacked	80
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	58
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	50
Peas	60
Rye	56
Seed Blue Grass	10
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44
" Timothy	45

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France ; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$546,520 4[illegible]
Viz—Fire Premiums	$256,272 37	
Marine Premiums	126,150 78	
River Premiums	166,097 15	$548,520 42
Less Return Premiums	$ 5,000 75	
Less Unearned Premiums	60,146 00	$ 66,004 7[illegible]
Net Earned Premiums		$480,515 67
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 62,097 36	
Marine Losses	164,972 78	
River Losses	94,592 00	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	34,000 00	
Taxes and Internal Revenue	34,741 35	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	32,310 00	
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	37,777 00	$481,210 70
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after all allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $620,000, viz :

Invested in Real Estate	$ 65,000 11
Invested in Mortgage on Real Estate	79,019 30
Invested in City and other Bonds	62,220 00
Invested in Bank and other Stocks	123,565 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	125,302 00
Loaned on Pledges	15,360 00
Bills Receivable	45,000 00
Premiums in course of Collection	97,282 71
Cash on hand	111,513
	$737,000 40

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES :

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lescourt,
Geo. A. Fredick,	Frank Williams,
B. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Walton,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	S. Piegue,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Wetshear,	Rudolph Sieg,
H. F. Given.	mh23

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &c.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce—double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce ; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are to be fixed destination, except the following places, viz : Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond sea via France, other than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia. In Servia (except Belgrade), Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria ; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the frontiers of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond sea, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight, double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding one ounce ; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces ; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelope of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Houses of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England ;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail ;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail," if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail ;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

United States Internal Revenue Tax.

The following is a tabular statement of the number of income blanks served ; number of persons who made return of income, number of persons who returned no income, also, the number of watches, silverplate, and billiard tables kept for private use, and number of carriages kept for use or hire for the year 1867 :

16,584 Income blanks served by Assistant Assessors.	
4,782 persons returned income for the year ending the 31st day of December, 1867, amounting in the aggregate to $2,970,63[illegible] 80.	
Amount of tax at five per cent	$148,301 50
41 persons assessed with penalty—	
On $76,089 52 at five per cent	3,844 46
Fifty per cent penalty	1,922 24
On $40 at five per cent	20 00
One hundred per cent. penalty	25 00
Tot	$153,318 31
215 closed persons made returns of income	
7,434 p rsons returned no income	
4,000 persons failed to make any return and supposed to have no taxable income.	
3,277 gold watches valued at $100 or less.	
683 gold watches valued at over $100.	
Amount of tax, including penalty for neglect or refusal to make return	$4,612 94
36,762½ ounces silver plate at 5c	1,855 13
36 billiard table at $10	360 00
214 carriages valued at less than $500 at $2	1,291 00
8 carriages value at over $500 at $10	80 00
Total	$161,466 44

United States Special Tax.

Schedule of assessments for special tax on business, trades, and professions for the year ending April 30, 1869, assessed and returned to Collector :

Apothecaries	113
Architects	15
Auctioneers	34
Banks	15
Billiard tables	112
Bowling alley	12
Brewers	15
Brokers, Cattle	20
Brokers, Commercial	81
Brokers, Customhouse	5
Brokers, Pawn	8
Brokers, Produce	9
Brokers, Stock	43
Builders and Contractors	68
Butcher	653
Butchers in calves	41
Claim agents	10
Civil Engineers	12
Confectioners	19
Common Carriers	10
Conveyances	44
Dealers, Retail	2659
Dealers, Wholesale	623
Dealers, Retail Liquor	2068
Dealers, Wholesale Liquor	195
Dentists	44
Distillers	10
Eating Houses	164
Exhibitions	3
Express Carriers	196
Express Agents	3
Grinders of Coffee	5
Horse Dealers	7
Hotels	70
Insurance Agents, Foreign	14
Insurance Agents, Foreign	8
Intelligence Offices	9
Lawyers	307
Livery Stables	27
Lottery Ticket Dealers	39

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit :

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermillionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch railroad from Vermillionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermillionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermillionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz :

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one-third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross-ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The gauge to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessee will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions :

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions :

1. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1889,) to be provided for by the lessee.

2. The semi annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

3. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermillionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

4. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

5. The grading, culverts, etc., now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

6. The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

7. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessee.

8. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc., to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to insure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O. and G. W. R. R. Co harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock M., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH,
President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER,
President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS,
Cashier State Savings Asso'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS,
President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,
je9 etnost A. B. SEGER, President.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President ; H. P. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President ; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President ; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President ; Harman Doane, Vice President ; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B. L. Millaudon, President ; E. N. Ganucheau, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 125 Gravier street—D. Michel, President ; H. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President ; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President ; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President ; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President ; L. W. Boquie, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 142 Canal street—Joseph Ailleon, President ; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President ; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President ; Paul Fourchy Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President ; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 28 Camp street—Chas. Roman, President ; A. Tarleton, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President ; Chas. Engsfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President ; Thos. Anderson, Secretary.

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867 :

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,000 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,000 34	
Premiums on River Risks	107,270 25	
Premiums on Fire Risks	172,097 42	
		$321,500 00
Less Return Premiums	1,000 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	30,251 00	
		41,400 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,100 10
Losses paid during same period :		
On Marine Risks	35,380 74	
On River Risks	109,226 94	
On Fire Risks	50,397 46	
	195 005 14	
Re-Insurances	12,947 5	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	29,700 21	
		$237,740 73
Remaining		62,360 31
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		97,391 21
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10
The Company have the following assets :		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		307,000 0
36 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		28,000 07
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		12,000 00
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		60,00 00
60 U. S. 5-20 Bonds of—$500 each		60,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
200 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	34,000 00	
350 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	22,500 00	
45 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	22,250 00	
300 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $60	25,000 00	
126 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
50 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,600 50
Real Estate No. 73 Camp street		30,000 00
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	13,745 00	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 45
Outstanding accounts in course of Collection	70,866 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	
		60,644 97
Scrips of other Insurance Companies		6,444 00
Total Assets		$573,724 03

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES :

R. K. Converse,	B. F. Ethell,
Robert Hare,	Jos. H. Isechosz,
Jos. Hoy,	J. H. Ladwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jos. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz :		
On Fire Risks	$166,471 00	
On Marine Risks	65,930 94	
On River Risks	85,402 34	
	$317,804 71	
Add unterminated risks, on 1866	66,995 00	
		$384,699 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 04	
		63,014 04
Net earned premiums 31st Dec. 1867		$321,675 67
Losses paid during same period, viz		
On Fire Risks	$32,851 12	
On Marine Risks	30,641 70	
On River Risks	[illegible]	
		106,715 88
Add re-insurances	2,301 75	
Dis. on Prem.	48,672 87	
		50,974 62
Expenses, Taxes, Rent and Profit and Loss, less discount and Interest		71,610 31
Reserved for payment of Interest on scrips due in 1868		36,213 19
		$264,513 84
Net profit		$ 37,161 83
The Company have the following Assets, viz :		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G N. R. R. City Bonds, valued a 70c		36,300 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc		163,455 00
Loans on Pledge		25,900 00
Loans on Mortgage		39,000 00
Bills Receivable		11,300 00
Premiums due in course of collection		47,195 05
Scrips of other insurance companies		12,400 00
Uncurrent funds		4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected		15,300 00
Cash on hand		34,974 41
		$757,762 81

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President.
JOHN G. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS :

Jno. G. Gaines,	R. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
R. Sisson,	J. B. Bres,
J. C. Sarell,	Thos Sloo,
Thos. A. James.	jan26

Dr. C. Blancke,

416 & 418... St. Charles St.... 416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM ! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE !

GREAT SUCCESS !

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids mh28—1y

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

He continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English sep1 5t

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck or 2d aft deck, $240 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $195 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price. Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price. Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A—passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR PERRILLAT, Agent,
No. 1[illegible] Common street
fe21 1t

TREATMENT —OF— SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDON,
Graduate, from the Paris University.
Corner Gravier and Burgundy Streets. ap20 1y

JUDICIAL SALES.

H. C. Millaudon vs. L. M. Duquesnay.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 25 331.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, to wit :

1st. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situate in the Third District of this city, in the square bounded by St. Anthony, St. John the Baptist, Bagatelle and Claiborne streets designated by the Nos. twenty-six and twenty-seven in square No. 25, as per plan made by L. H. Pilie late surveyor, and deposited in the year 1841 in the office of F. Percy, late a notary public in this city ; said lots measuring, each, American measure, twenty-six feet eight inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet in depth between parallel lines.

2d. ANOTHER LOT OF GROUND situate in the same square, adjoining the above, and measuring thirty-two feet three or four inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet deep and front on Claiborne street. American measure which said lot of ground is composed of the whole of lot No. 25 and of a portion of lot No. 24 on said plan by L. H. Pilie, late surveyor, of the 24th September, 1841, deposited in the office of F. Percy, late a notary public in this city, together with all the buildings and improvements thereon, situate of ground, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto in any wise appertaining, and said above property was acquired by defendant by purchase from Mrs. Ernest Cenas, per act passed before A. E. Bienvenu, notary public in this city on the 8th May, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

THOS L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

j29 aug6 13 21 29

Citizens' Bank of Louisiana vs. Mrs. Martha Johnson, St. F. Casanave and A. L. Bingaman

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 21,563.—By virtue of a writ of fieri facias directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Geo. W. Avery, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August 1868, at 12 o'clock M.

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situate in the Second District of this city, in the square bounded by Esplanade, Burgundy, Barracks and Rampart streets, and measures, in French measure, thirty feet front on Esplanade street, by one hundred feet deep, between parallel lines ; said lot of ground is formed from part of a lot of ground designated by No. Forty, as per plan deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, dated June 5th, 1819.

Being the same property which the defendant A. L. Bingaman acquired by purchase from Mrs. Mary Abreo, widow of the late W. D. Tillott, by act before Selim Magner, notary public in this city on the 1st April, 1864.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

THOS L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy29 15 aug29

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit :—No. 22,018—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this case, submitted to the Court for determination, the Court considering the admissions, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal filed by defendant, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Slayback wife of DeWitt Clinton Sandford and against the defendant the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved and that plaintiff have the sole management and administration of her separate property. It is further ordered and adjudged that plaintiff be and she is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No. 1 filed herein, and further that she do have and recover from the defendant the sum of nine thousand eight hundred and ninety-four 70/100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, with the mortgage and privilege granted by law to married women, on all the property of said defendant for the reimbursement of her said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868.

(Signed) O. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff recites the decretal part of the judgment decreeing her to be the owner of the property described in exhibit "1."

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Clerk.

jy3 30 1m

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit : No. 20,274—Caroline Seeleman vs. Lazarus Simon, her husband—On motion of Cotton & Levy, attorneys for plaintiff in this cause upon submitting to the court due proof in support of her demand, and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 22d instant be now confirmed ; that there be judgment herein in favor of plaintiff, Caroline Seeleman, and against defendant, Lazarus Simon, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them ; the articles of furniture enumerated in the annexed schedule to be and remain the property of plaintiff, and granting her the sum of ... Mardaleine Seeleman and for the sum of twenty-one hundred dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit.

Judgment signed July 2d, 1868.

(Signed) CHS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the city of New Orleans, on this 14th day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY, Clerk.

jy15 at 1m

Succession of Bernard Karcher.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS.—No. 31,663.—Whereas, Margaret Bingert, widow of Bernard Karcher, has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Bernard Karcher, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

M. O. TRACY, Clerk.

jy28 aug15

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell, bankrupts—No. 381—A warrant in bankruptcy has been issued by said court against the estate of Ewell and Coppell, of the parish of Avoyelles and State of Louisiana, in said District, adjudged bankrupts upon the petition of their creditors, and the payment of any debts and the delivery of any property belonging to said bankrupts to them or for their use, and the transfer of any property by them are forbidden by law. A meeting of the creditors of said bankrupts, to prove their debts and choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy, to be holden at New Orleans in said District, on the 1st day of August, A. D. 1868, at 10 o'clock A. M., at the office of E. H. Fitzen, one of the registers in bankruptcy of said Court. [No. 306.]

F. J. HERRON, U. S. Marshal Dist. Louisiana.

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lesseps

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT.—To the Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps—To heirs of the late Alexandre Lesseps: You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of ... and all the costs and charges ... [illegible] ... the following works and repairs, to wit :

1. To build your levee about twenty-six arpents in length, say twenty feet base, six feet crown and five feet high.

2. To work and repair the road the entire length of the plantation.

3. To cut out the ditches and make the bridges on the same as needed. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit by publication of the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law.

Wherefore you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service hereof.

Witness the Hon. Charles O. Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, Parish of Plaquemines April 4th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy31 11 18 25 aul

CITATION.

To Mrs Virginia Minor, (wife of H. H. Minor.)

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT. No. 500—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Virginia Minor and her Husband, Henry H. Minor—Mrs Virginia Minor and Henry H. Minor—You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and seventy dollars and five and half cents with legal interest from judicial demand until final payment thereof, and of all the costs incident to said suit, to wit : Recorder's, Clerk's, Sheriff's, Syndic's fees, publication of notice and citation and all others making part thereof the said sum has having been expended and said costs incurred by the Parish of Plaquemines in conformity with law, to make on your Mrs Virginia Minor's plantation, situate in said parish, on the left bank of the River Mississippi, at about fourteen miles above the Courthouse of said parish, having a frontage of fifty-two arpents more or less and bounded above by the land of ... and below by that of C. A. Thibault ; the following works and repairs, to wit :

1. To build anew the Levee of said plantation, from the turn to the road about five arpents above the sugar house, running to the bridge at or near the sugar-house and quarters, extending down twelve acres, and about five feet high.

2. To repair and strengthen the Batture-Levees on said plantation.

3. To repair the roads on the entire length of said plantation.

4. To cut out the ditches on the whole of said length, and to repair the bridges on the same. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit by publication of the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law.

Wherefore you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service hereof.

Witness the Honorable Charles O. Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 16th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy31 11 18 25 aul

CONSTABLE'S SALES.

Johanna Markey vs Bernard Scanlon—No. 5191.

BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias directed to the Court of ... [illegible] ... Constable, by the Honorable the Third Justice of the Peace in and for the city of New Orleans, and to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange on Royal street, between Canal and Customhouse streets, at 12 o'clock M., on TUESDAY, the ... of August, 1868, the following described property, to wit :

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the First District of the city of New Orleans, in the square ... bounded by Perdido, Bertrand and Prieur streets, and designated by No ... in the above square, as per plan drawn by L. Bringier, Surveyor General, dated April ... and deposited in the office of David L. McCay, late a notary in this city, which lot measures in ... feet front on Perdido street, by a depth of ... feet and fronting the corner of Perdido and Prieur streets between parallel lines. Seized in this suit, to pay and satisfy the sum of ... dollars with interest and costs, as per judgment rendered.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes. U. S. internal Revenue stamps at purchaser's expense.

J. A. MOLAISON, Constable.

jy10 5taud

A. C. Gaspard vs. Mr and Mrs. Elizabeth.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH of Orleans, No. ...—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon John P. Montamat, Third Justice of the Peace, I will proceed to sell at public auction on SATURDAY, August ..., 1868, at No. 85 Bienville street between Royal and Bourbon streets, the following property, to wit :

One lot of FURNITURE and HOUSEHOLD UTENSILS as per inventory of my office.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

J. A. MOLAISON, Constable.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President ; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President ; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President ; Charles Fearie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President ; J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President ; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President ; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem ; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President ; G. Cruzat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President ; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LESEY, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares.	1 month not.	2 mos. not.	3 mos. not.	6 mos. not.	12 mos. not.
One	$12	$22	$30	$50	$75
Two	22	38	50	90	135
Three	30	52	70	120	180
Four	38	65	87	150	225
Five	45	77	103	170	260
Six	52	87	116	190	290
Eight	60	100	135	220	330
Nine	65	110	150	245	370
Ten	70	120	165	270	400
Eleven	75	130	180	295	440
Twelve	80	140	190	310	470
Thirteen	85	150	200	340	500
Fourteen	90	160	215	360	540
Fifteen	100	175	230	380	580
Thirty	175	250	450	750	1200

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies 10 cents.

RATES OF ADVERTISING :

Squares.	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$3 not	$6 not	$7 not	$12 not	$15 not
Two	5	10	15	22	35
Three	12	22	30	44	70
Four	15	27	35	55	85
Five	18	32	42	68	110
Ten	30	55	70	120	200
Fifteen	50	75	100	180	250
Thirty	70	120	180	300	450

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND.

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment ; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government, the reduction of the standing army and navy ; the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy ; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened ; the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad ; the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction.—[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution ; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded anything known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and in behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged we extend the right hand of fellowship, and hail all such co operating with us as friends and brethren.

Carpet Warehouse,

No. 19........Chartres street........No 19

A. BROUSSEAU & CO., IMPORTERS,

OFFER at low prices—CARPETING—English and American of all the best ... Furniture and Piano Covers, ... MATTING—... WINDOW SHADES ... CRUMB CLOTHS ... CURTAINS ... FURNITURE COVERING ... Stripes, etc. CORNICES, Bands, Pins, etc.

Choice Lumber for Counters, &c.

15,000 FEET of choice black Walnut ... suitable for counters, for sale, on reasonable terms. Also, a ... lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING. For sale by ALF. C. McCONNELL.

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 28 Tivoli Circle, or at L. DURAND'S corner Tonlouse and Chartres streets, promptly attended to.

JACOB OTT Entrepreneur.

RÉPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les cuves.

Les ordres laissés au No 28, Cercle Tivoli ... chez L. DURAND, coin Toulouse et Chartres, seront ... promptitude.